

La lettre eau

Actualité

- 05. Quand Nestlé épuise la nappe phréatique de Vittel...
- 06. Sécheresse en Pays de la Loire : illustration de l'inadaptation des décisions politiques au changement climatique

Dossier

Tensions sur la ressource : une politique de l'eau qui n'est pas à la hauteur des enjeux

- 07. Clôture des assises de l'eau : des avancées, des déceptions et des oublis
- 10. La ressource en eau en France et son évolution dans le contexte du dérèglement climatique
- 12. L'importance du sol dans le grand cycle de l'eau : réinventons un monde où l'agro-écologie prend soin de nos sols
- 14. Une évolution du droit de l'eau au miroir de l'inadéquation politique

Focus

- 16. Le rôle de représentant des associations de protection de la nature et de l'environnement dans un comité de bassin



Fédération française des Associations
de Protection de la Nature et de
l'Environnement, fondée en 1968,
reconnue d'utilité publique en 1976.



«France Nature Environnement rassemble plus de 3500 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques.

Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine.

Venez visiter les pages eau :

<http://www.fne.asso.fr>

Réseau Eau et milieux
aquatiques
de France Nature Environnement

3 rue de la Lionne - 45000 Orléans

☎ 02 38 62 55 90

e.mail : polleeau@fne.asso.fr

site web : www.fne.asso.fr

La Lettre eau est éditée par un imprimeur labellisé Imprim'Vert. Cela signifie qu'il respecte 3 objectifs :

- la bonne gestion des déchets dangereux
- la sécurisation des stockages de produits dangereux
- l'exclusion des produits toxiques des ateliers.

Par ailleurs, la Lettre eau est imprimée sur du papier recyclé.



Directeur de la publication : Michel Dubromel,
Président de France Nature Environnement

Rédacteur en Chef : Marc Saumureau, Pilote du
réseau Eau et Milieux Aquatiques

Comité de rédaction : Lorraine Levieuge

Mise en page : Charlotte Laffolay - Sologne Nature
Environnement

Impression : Imprimerie Prévost - Routage : Réseau 45

Couverture : Coralie Levieuge - La Loire en étiage,
Montsoreau, 2015

Edito



Antoine Gatet,

Administrateur de France Nature Environnement et membre des
directoires des réseaux Eau & Milieux Aquatiques et Juridique de FNE

“ OÙ EST PASSÉE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DE L'EAU EN FRANCE ? ”

Dans un État de droit, les gouvernants ont la responsabilité de mettre en œuvre les engagements internationaux auxquels la France a souscrit, ainsi que les lois votées par le Parlement.

Dans le domaine de l'eau, les engagements et les objectifs sont stabilisés depuis la Directive Cadre européenne sur l'Eau de 2000, et la partie législative du code de l'environnement tel que modifié par les deux lois françaises de sa mise en œuvre, en particulier la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques de 2016 (LEMA).

Les objectifs européens que la France s'engage à mettre en œuvre depuis 20 ans sont clairs et ont une ambition écologique forte : la reconquête de la qualité écologique des milieux aquatiques.

La France s'est ainsi engagée à aboutir à 66 % de ses masses d'eau en bon état écologique d'ici 2021, nous savons déjà que nous ne respecterons pas cet engagement (seules 44 % des masses d'eau sont en bon état à ce jour, soit une progression globalement ridicule depuis les programmes de 2009, malgré de réelles avancées sur certains territoires).

Les politiques publiques gouvernementales ont la charge de la mise en œuvre de ces objectifs, afin de donner une orientation claire à l'ensemble des acteurs de la société. Afin de permettre une bonne appropriation et une co-construction des politiques publiques par ces acteurs, les principes de la démocratie participative doivent impérativement être mis en œuvre.

Dans ce contexte on peut donc utilement juger de la qualité d'une politique publique autour de deux critères principaux : le contenu de la politique publique de l'eau permet-il de répondre à l'ensemble des enjeux (quel est son contenu, son programme, ses orientations normatives, et son pouvoir de coercition) ; Comment les acteurs de l'eau (acteurs publics et privés qui concourent plus ou moins directement à la mise en œuvre de cette politique) ont-ils reçu et se sont-ils appropriés cette politique.

Une tentative de relance de la politique nationale de l'eau a été proposée par le Gouvernement d'Edouard Philippe dans le cadre des « Assises de l'eau ». Référence implicite aux « assises de l'eau » de 1991 qui avaient abouti à la loi sur l'eau de 1992. Organisées en deux séquences entre novembre 2018 et juillet 2019, les résultats des assises version 2019 sont à ce jour publiés uniquement sous forme de « dossiers de presse », très difficiles à trouver si on ne les recherche pas (absence de la seconde phase sur le site internet du Ministère de l'écologie et sur le site de référence EauFrance) (1).

L'analyse de ces résultats à la lumière des deux critères précités conduisent à constater que les annonces issues de ces assises ne constituent pas une politique publique de l'eau :

- Lancées de manière totalement désorganisée sans objectif ni méthode, les deux séquences des assises de l'eau n'incluent pas l'ensemble des enjeux : la première séquence a été consacrée uniquement aux réseaux d'eau potable et d'assainissement

(1) Voici donc les liens directs permettant d'accéder facilement aux conclusions des assises :

- Dossier de presse de la première séquence : https://www.ecologie-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/2018.08.29_DP_AssisesEau_ReseauxRenoves_0.pdf
- Dossier de presse de la seconde séquence : https://www.ecologie-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/20190701_Dossier_de_presse_Assises_Eau.pdf

(« Des réseaux renouvelés pour une eau de qualité ») quand la seconde était consacrée à l'adaptation aux changements climatiques (« Un nouveau Pacte pour faire face aux changements climatiques »).

La cohérence des deux séquences est difficilement lisible, donc appropriable par les acteurs. Le résultat global est flou quant à sa place au sein des politiques publiques de l'État : le résultat de la première séquence n'est pas nommé et est rattaché à la mise en œuvre du « Plan climat » (2) de juillet 2017, quand le résultat de la seconde séquence (nommé « Pacte ») ne le mentionne plus, tout en faisant référence dans son titre au sujet climatique...

- Le gouvernement s'est finalement engagé à l'issue de ces assises dans 17 « mesures » pour la première séquence, et 23 « actions » pour la seconde. L'analyse de ces « mesures-actions » révèle une série d'engagements parfois financiers à renforcer des mesures déjà existantes. On peut s'en féliciter même si d'autres mesures parallèles produisent des tendances strictement inverses (3). C'est au travers des mesures attendues et à terme abandonnées que s'est finalement jugé le niveau d'ambition environnementale du gouvernement (4).

Alors que la gestion de l'eau devrait constituer une véritable urgence écologique, alors même que cette urgence constitue un « message très fort » (5) envoyé par les électeurs européens, une véritable politique de l'eau au plan national est plus que jamais nécessaire pour fixer un cap ambitieux au processus de révision des SDAGE qui s'engage en 2020. Les « Assises de l'Eau » qui s'achèvent ont manqué cet objectif. La politique gouvernementale de l'eau reste donc à construire et semble s'imposer comme sujet principal du prochain « Conseil de défense écologique » (6).

”

(2) <https://www.gouvernement.fr/action/plan-climat>. (3) <https://www.actu-environnement.com/ae/news/agence-eau-budget-2018-2019-30474.php4>. (4) Voir l'article « Clôture des assises de l'eau : des avancées, des déceptions et des oublis », pages 7 à 9 de ce numéro. (5) Pour reprendre les termes employés par Emmanuel Macron le 28 mai à Bruxelles. (6) « Cette instance, pilotée par le président de la République, le Premier ministre et de nombreux ministres, a pour mission de faire en sorte que l'ensemble des politiques menées par l'État - et pas uniquement les politiques menées par le ministère de la Transition écologique et solidaire - respectent nos ambitieux objectifs en matière de protection du climat et de biodiversité. »

Le point de vue du pilote

Marc Saumureau,

Pilote du réseau Eau & Milieux Aquatiques de FNE



Face aux sécheresses qui prennent de plus en plus d'ampleur et qui se répètent et se répèteront dans l'avenir, il est plus que temps de réagir et de trouver collectivement les solutions pour assurer à tous un accès à une eau de qualité et en quantité suffisante.

Plus que jamais, la France a besoin d'une politique de l'eau à la hauteur de ces enjeux. Les travaux réalisés dans le cadre des assises de l'eau doivent se concrétiser en concertation avec tous les acteurs de l'eau et avec l'appui du monde scientifique. Les fausses solutions telles que les stockages d'eau surdimensionnés doivent appartenir au passé. Les solutions du présent et pour l'avenir doivent s'appuyer sur la nature, seule garante de notre accès à long terme à une ressource de qualité et tenir compte des modifications climatiques sur le long terme. Il nous faut revoir nos visions agricoles et forestières. Les faits sont là. Quid des décisions politiques ?

”

BON DE SOUTIEN

A renvoyer sous enveloppe avec votre règlement

Oui, je soutiens les actions de protection de la nature
et de l'environnement de France Nature Environnement.

Je donne : ☐ 20 € ☐ 40 € ☐ 60 € ☐ 120 € ☐ don libre €

ou je fais un don régulier en me rendant sur fne.asso.fr

Voici mon courriel : Téléphone :

Je règle par chèque bancaire ou postal à l'ordre de France Nature Environnement

Je souhaite recevoir La Lettre du Hérisson, le magazine trimestriel des donateurs :

☐ en version électronique ☐ en version papier [adresse :]



France Nature Environnement
81-83 boulevard de Port-Royal - 75013 Paris
Fédération reconnue d'utilité publique
par décret du 10 février 1976

Orig. LE81

Confidentialité : conformément à la loi « Informatiques et libertés » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition et de suppression de données qui vous concernent. Vos coordonnées sont indispensables pour vous envoyer votre reçu fiscal et bénéficier de la réduction d'impôt. Nous les utilisons uniquement à des fins de gestion et d'information.

Brèves - Brèves - Brèves

L'EAU : CONDITION DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES : CONTRIBUTION DU CESER PAYS DE LA LOIRE AU SRADDET



Lors de la session plénière du 18 juin 2019, le CESER Pays de la Loire a voté sa contribution au SRADDET (1), autour du grand défi « économiser et protéger la ressource en eau ».

Après avoir dressé un aperçu synthétique de la gouvernance de l'eau, le document propose un état des lieux des causes de dégradation de la qualité de l'eau et aboutit à des préconisations s'articulant autour de 3 axes : améliorer la gouvernance, améliorer la qualité des eaux et relever le défi du partage de l'eau. A travers ces préconisations, l'idée est de favoriser les pratiques compatibles avec une bonne qualité de l'eau, d'assurer l'équité des territoires pour l'accès à une eau de qualité et de permettre une compatibilité entre croissance démographique, usages et ressources disponibles.

Cette contribution est téléchargeable sur le site du CESER Pays de la Loire : <http://ceser.paysdelaloire.fr/contribution-sraddet-eau-et-territoires.html>

(1) Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires.

RAPPORT PARLEMENTAIRE « TERRES D'EAU, TERRES D'AVENIR »

Le 28 janvier 2019, Frédérique Tuffnell, députée de la Charente-Maritime, et Jérôme Bignon, sénateur de la Somme, ont remis leur rapport sur la restauration et la valorisation des milieux humides. Ce travail est issu de la consultation de divers acteurs concernés dans les territoires.

Via ce rapport, le souhait du Gouvernement était de faire ressortir une série de propositions ambitieuses, dans le but de préserver ces milieux, « leviers essentiels d'une transition écologique efficace ».

Le rapport pointe la méconnaissance des bienfaits des zones humides et préconise une meilleure sensibilisation de tout public sur les rôles et l'importance de ces milieux dans l'atténuation des effets du changement climatique. Par ailleurs, il appelle à poursuivre les efforts afin d'améliorer la connaissance de ces milieux.

Le rapport est téléchargeable sur le site dédié aux zones humides : <http://www.zones-humides.org> (1), et sur la page <http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/terres-d-eau-terre-d-avenir-faire-de-nos-zones-a2722.html>.



(1) Rubrique Actualités Générales, 28 janvier 2019.

ALGUES VERTES : 30 ANS PLUS TARD UN COMBAT TOUJOURS D'ACTUALITÉ



En Bretagne, selon certains, la bataille de la qualité de l'eau a été gagnée. Pourtant, depuis le début de l'année, les algues vertes s'échouent en masse sur le littoral, venant contredire ces affirmations plus qu'optimistes. Ce problème, dont les causes sont bien identifiées, semble pourtant toujours diviser les représentants de l'État. Récemment, deux voix contradictoires se sont faites entendre : la préfète de Région annonçant d'un côté « L'État entend renforcer les contrôles ciblés, nous serons particulièrement vigilants sur le développement des exploitations et notamment l'agrandissement des élevages intensifs » et en même temps le préfet du Finistère déclarait « Dire que l'extension des élevages est seule responsable de la présence des algues vertes sur nos plages, c'est non seulement faux mais c'est aussi de la mauvaise foi ».

Alors, quelle est la position de l'État ? Pour obtenir une réponse, Eau & Rivières de Bretagne a adressé, fin juillet, un courrier à la nouvelle ministre de l'environnement l'informant que le préfet venait d'accorder deux extensions d'élevages intensifs, en refusant au passage la requête du Parc Naturel Marin d'Iroise qui demandait à être saisi du dossier pour pouvoir émettre un avis conforme. Il lui était aussi rappelé que de nombreuses études scientifiques ont établi un lien incontestable entre la prolifération des algues et les excès d'azote dus à l'élevage industriel en amont.

En conclusion, l'association invitait la ministre à venir sur les plages bretonnes cet été pour lui exposer la situation.

Par Jean-François Fleck, président de Vosges Nature Environnement

Vittel, célèbre ville d'eau, ville thermale, 1.5 milliards de litres d'eaux minérales embouteillées tous les ans... Va-t-elle devoir alimenter sa population en eau potable depuis les territoires voisins ? C'est le scénario retenu par la Commission Locale de l'Eau (CLE) le 13 mai 2019, afin de permettre à Nestlé Waters de poursuivre ses prélèvements dans la nappe profonde (appelée GTI pour Grès du Trias Inférieur).

L'Etat, par ses administrations, le Conseil Départemental des Vosges (CD88), les élus locaux, l'Agence de l'Eau, ont donc, au mépris de la loi sur l'eau de 2006, arrêté un usage prioritaire de cette ressource de grande qualité à la multinationale Nestlé Waters, pour un embouteillage d'environ 500 millions de litres d'eau par an, destinée à l'exportation vers l'Allemagne notamment !

La CLE avait pour mission, depuis 2010, d'élaborer une stratégie de retour à l'équilibre de cette nappe au déficit connu de plus d'un milliard de litres par an depuis les années 70 ! Déficit causé par une surexploitation liée à des prélèvements industriels (Nestlé + Fromagerie l'Ermitage) importants (47% de la capacité de la nappe), qui viennent s'ajouter à ceux des collectivités locales.

Nestlé a obtenu de l'Etat en 1992 l'autorisation d'embouteiller cette eau sous le nom de « Bonne Source » en plus des prélèvements d'eaux industrielles et de process. En 2001, l'Etat s'est enfin décidé à agir en limitant les prélèvements par Nestlé. Il a autorisé la multinationale à prélever jusqu'à un milliard de litres par an, alors que le déficit connu était du même ordre ! Erreur manifeste d'appréciation du Préfet qui, depuis, n'a jamais pris d'arrêté plus restrictif malgré une situation qui se dégrade : baisse du niveau de la nappe de 30 cm/an en moyenne...

En 2010, contraint enfin d'agir par la mise en place d'un SAGE (1), le Préfet a donné le ton et a passé consigne à ses services : « on ne touche pas aux industriels ! ». Puis, comme on n'est jamais trop prudent, le portage du SAGE a été confié (cas unique en France (2)) à une association locale « la Vigie de l'Eau » financée par Nestlé et présidée par un cadre Nestlé, dont l'épouse, conseillère départementale, prendra la présidence de la CLE en 2013 (il ne faut rien négliger !).

En 2016, cette présidente a fait voter par la CLE la stratégie élaborée, à savoir :

- des économies pour tous, sauf les industriels,
- un schéma de ressources de substitutions pour alimenter les collectivités locales

Nos associations ont voté contre, et ont dénoncé la situation de conflit d'intérêt qui a présidé à ce choix. L'affaire est dans les mains du Procureur et devrait déboucher cet automne peut-être !

En attendant, le bureau d'étude missionné par le CD88 a conclu en la faisabilité de nouveaux forages dans la nappe voisine, située à 15 km, alors que le BRGM (3) ainsi qu'un expert indépendant ont attiré l'attention sur la fragilité de cette nappe et surtout sur la méconnaissance de sa relation avec les cours d'eau en tête de bassin, à la biodiversité menacée par des assècs récurrents, conséquences du réchauffement climatique. On envisage donc à grands frais de déplacer le problème vers les territoires voisins, où la tension sur la ressource en eau est déjà forte.

En proie à beaucoup de critiques et à une contestation citoyenne internationale de plus en plus grande, les responsables de l'Etat et du CD88 ont pris une précaution supplémentaire : organiser une concertation publique avec la nomination d'un garant par la Commission Nationale du Débat Public.

Une fois de plus, tout a été fait pour verrouiller notre expression, empêcher tout débat contradictoire et orienter les avis (questionnaires orientés - information tronquée). Le public a été invité à participer aux ateliers organisés à Vittel, dans lesquels Nestlé a envoyé massivement ses représentants. La majorité a soutenu le scénario proposé par la CLE, et il ne sera pas tenu compte des 3000 contributions hostiles au projet déposées en ligne : la CLE a donc confirmé le 13 mai dernier le scénario de 2016.

Pour maintenir les emplois chez Nestlé (qui diminuent progressivement : de 4500 en 1975 à moins de 1000 aujourd'hui), l'Etat et les élus n'ont pas hésité à privatiser partiellement la ressource en eau locale et à l'attribuer prioritairement à une multinationale en bafouant un des principes fondamentaux de la loi sur l'eau de 2006. Depuis 10 ans, l'intérêt général est sacrifié face au chantage à l'emploi exercé par Nestlé. Pourtant, fin juin 2019, soit à peine plus d'un mois après que les décideurs aient rassuré Nestlé par leur décision inique, ceux-ci en remerciement ont annoncé la suppression de 112 postes, sous la pression notamment de leurs actionnaires avides de retours plus conséquents !

Il reste à espérer que la justice rétablira le droit et dénoncera cette situation injuste pour la population locale et dramatique pour la ressource en eau.

(1) Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux. (2) La structure porteuse du SAGE est généralement la CLE. (3) Bureau de Recherches Géologiques et Minières.

Par Noémie MOREL,

Volontaire en service civique à FNE Pays de la Loire

Plus de 80 départements, dont les cinq des Pays de la Loire, ont connu des mesures de restriction des usages de l'eau, le site propluvia.fr (qui les référence) a été saturé, les articles de presse sur le manque d'eau et les conflits d'usage se sont multipliés... L'été 2019 a été sec, très sec. Était-ce par anticipation qu'en Pays de la Loire les arrêtés cadres sécheresse ont quasiment tous fait l'objet d'une révision cette année ? Malheureusement, un fossé (à sec) sépare l'ambition affichée et l'urgence de la situation des documents finaux et de leur mise en œuvre.

LES ARRÊTÉS CADRES SÉCHERESSE : CADRE RÉGLEMENTAIRE ET GESTION CONJONCTURELLE

Ce sont les préfets de département qui sont compétents pour prendre des mesures de suspension provisoire des usages de l'eau afin de les réguler face aux situations a priori exceptionnelles de sécheresse (article R. 211-66 du code de l'environnement). Afin d'encadrer ce pouvoir, ils peuvent prendre des arrêtés définissant en amont des zones hydrographiques et des débits seuils qui, une fois franchis, entraînent les restrictions ou limitations des usages de l'eau prédéfinies.

Cette possibilité est précisée par une circulaire du 18 mai 2011. Elle demande notamment de distinguer quatre seuils - vigilance, alerte, alerte renforcée, crise - avec des limitations progressives visant à tout mettre en œuvre pour éviter d'atteindre le seuil de crise où seuls les usages prioritaires (alimentation en eau potable, santé et salubrité publique, sécurité civile et survie des écosystèmes aquatiques) restent autorisés. Les autres usages limités sont traditionnellement divisés entre les usages des particuliers et des collectivités, des agriculteurs et des industriels.

LA TENTATIVE D'HARMONISATION DES ARRÊTÉS CADRES SÉCHERESSE EN PAYS DE LA LOIRE

Toutefois, plus de sept ans après la parution de la circulaire de 2011, les arrêtés cadres de la région restaient très différents à la fois les uns des autres mais aussi des prescriptions ministérielles. L'alignement sur la terminologie nationale des seuils n'était pas complet ; les modalités des mesures de restriction adoptées selon les usages n'étaient pas uniformes, pas plus que celles concernant leurs possibilités de dérogations ; la gestion de crise n'était pas toujours concertée...

C'est face à ces constats qu'une démarche d'harmonisation a été initiée par la DREAL des Pays de la Loire fin 2018. Elle souhaitait ainsi proposer un canevas d'arrêté cadre, protecteur de la ressource en eau, qui pourrait être repris par les préfets de département lors de la révision de leurs arrêtés cadres. Cette révision a été effectuée dans les différents départements, exception faite de la Sarthe.

Malheureusement, l'harmonisation n'a pas été à la hauteur des espérances. Si sur la forme, Vendée mise à part, les arrêtés se ressemblent, avec des articles correspondants et un tableau des restrictions par niveau d'alerte, le fond ne permet pas une protection suffisante de la ressource en eau. En Maine-et-Loire

et en Loire-Atlantique, les mesures de restriction initialement prévues ont été doucement détricotées lors des consultations du public, dans une ambiance parfois tendue.

Fraîchement adoptés, les nouveaux arrêtés cadres ont été mis à l'épreuve du feu estival : une mesure exceptionnelle a été adoptée en Maine-et-Loire, excluant les irrigants de tout un bassin des mesures de restriction auxquelles ils devraient être soumis ; en Loire-Atlantique, des dérogations générales ont été accordées et les prélèvements restent autorisés au seuil de la crise sur des débits pourtant nuls ; en Vendée, la fulgurance de l'atteinte du seuil de crise interroge sur l'adéquation des seuils définis...

LA NÉCESSAIRE ANTICIPATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Malgré un investissement de nos associations dans toutes les concertations et consultations, soulignant l'urgence de la situation et la nécessité de s'y adapter par des décisions fortes, la position étatique manque d'ambition et reste soumise aux lobbies, principalement celui des irrigants qui feignent la surprise face à la raréfaction d'une ressource qu'ils devraient partager. Pourtant des solutions existent. Sur le bassin de la Loire, la définition d'orientations pour la gestion de crise par le préfet coordonnateur (article R. 211-69 du code de l'environnement) est à solliciter pour une réelle vision d'ensemble du partage de la ressource. Plus largement, le travail de sensibilisation est à poursuivre, pour des mesures de restriction efficaces et la définition de seuils adaptés.

Au-delà d'une meilleure gestion de la crise, c'est en réalité la gestion structurelle de la ressource en eau qu'il faut repenser. Le changement climatique et les pressions exercées toute l'année sur la ressource expliquent la récurrence des épisodes de sécheresse. Il est nécessaire de limiter la consommation en eau des différents usages en amont plutôt que de les contraindre quand l'eau ne coule déjà plus : transition agricole, sensibilisation et économies, restauration du cycle de l'eau...



Irrigation dans la Vallée de l'Authion © Xavier METAY

des avancées, des déceptions et des oublis

Par Florence Denier-Pasquier,

Vice-présidente de FNE et co-présidente du groupe de travail « Partager la ressource » des Assises de l'eau

En novembre 2018 a été lancée la 2nde phase des Assises de l'eau, prévoyant une concertation entre tous les acteurs concernés afin de définir des mesures visant à « préserver la ressource en eau et les milieux aquatiques, dans le contexte du changement climatique ». Alors que seules 44% des masses d'eau en France ont atteint l'objectif européen du bon état écologique, du fait notamment de rivières trop artificialisées, des pollutions agricoles et des prélèvements trop importants, les effets du changement climatique ne peuvent qu'aggraver cette situation et exigent que se concrétise en la matière une véritable politique de préservation de la ressource, basée sur la sobriété et la restauration des milieux. Après plusieurs mois de travaux auxquels France Nature Environnement a participé activement, la clôture des Assises de l'eau s'est faite le 1er juillet 2019. Le Gouvernement a annoncé un ensemble de mesures, qui sont loin de répondre à l'urgence climatique. **France Nature Environnement** avait formulé de nombreuses demandes et fait le point ici sur les avancées obtenues.

DES MESURES POSITIVES QUI VONT DANS LE SENS DES DEMANDES DE FNE

Bien que le processus d'organisation se soit défini au fur et à mesure du déroulement des Assises, de nombreux acteurs de l'eau ont échangé leurs retours d'expériences et pistes de réformes au sein de groupes de travail : trois sur des thématiques essentielles (économiser l'eau, la partager et la protéger) et deux sur des approches transversales (les solutions fondées sur la nature d'une part et d'autre part le sujet du financement et de la gouvernance et les objectifs de développement durable).

La présence de scientifiques au sein de ces groupes fut un atout majeur pour approfondir une forme de dialogue environnemental, si cruellement menacé par ailleurs. Cela a permis de faire émerger une vraie prise de conscience des liens entre eau et climat et de l'importance de la sobriété des usages. L'approche systémique a été collectivement adoptée, avec une réflexion allant au-delà des solutions dépassées que sont les stockages et barrages, qui étaient pourtant largement promues par les ministres de l'agriculture mais aussi de l'écologie (1) lors de la séance d'ouverture des Assises.

Les conclusions retiennent ainsi 3 objectifs prioritaires qui correspondent aux attentes de FNE :

- Protéger les captages d'eau potable pour garantir une eau de qualité à la source
- Economiser et mieux partager l'eau pour préserver une ressource vitale
- Préserver nos rivières et nos milieux humides

Concernant l'objectif lié d'économiser et de mieux partager l'eau, les conclusions mentionnent un « *objectif de réduction des prélèvements d'eau de 10% en 5 ans et de 25% en 15 ans* » à l'intérieur duquel il est souligné qu'il est « *essentiel d'accompagner dès maintenant les changements de comportements afin de réduire les consommations de tous les usagers (domestiques, industriels et agricoles)* ». Ces engagements en matière de sobriété sont à saluer et ont été maintenus, malgré l'opposition du lobby de l'irrigation, par la secrétaire d'Etat Emmanuelle Wargon qui a piloté l'essentiel des travaux de cette seconde phase. Sur la base de ces engagements, il reste néanmoins à construire une méthodologie pour chaque usage, à consolider la méthode des Projets de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE) (2) et surtout à trouver des moyens d'animation et de financements stables afin d'accompagner ces changements.

Les conclusions mentionnent également les liens entre eau et sol via l'enjeu essentiel de ralentissement du cycle de l'eau, en favorisant l'infiltration et la désimperméabilisation. Nous regrettons toutefois que cet aspect soit envisagé seulement pour les zones urbaines, alors que l'artificialisation du cycle de l'eau est forte également en zone rurale, du fait de pratiques agricoles peu respectueuses des sols (drainage, aménagements hydrauliques, tassement des sols, etc.).

Parmi les mesures intéressantes, une actualisation et une régionalisation de l'étude Explore 2070 (3), qui en 2013 effectuait une première modélisation hydro-climatique pour le territoire français, permettra à tous les acteurs de mieux prendre en compte les effets du changement climatique sur toutes les ressources en eau et de s'adapter aux principaux défis.

(1) François de Rugy, Ministre de la Transition Ecologique & Solidaire et Didier Guillaume, Ministre de l'Agriculture & de l'Alimentation. (2) Instruction du Gouvernement du 7 mai 2019 relative au projet de territoire pour la gestion de l'eau : disponible sur la page <https://info.agriculture.gouv.fr/gedei/site/bo-agri/instruction-2019-413> <https://professionnels.afbiodiversite.fr/fr/node/44>. (3) <https://professionnels.afbiodiversite.fr/fr/node/44>

Enfin, les solutions fondées sur la nature ont été au cœur des échanges, du fait de leur transversalité. La nécessité de protéger et de préserver les cours d'eau et milieux humides a été reconnue, en raison de leur rôle dans l'atténuation et l'adaptation aux effets du changement climatique. Une mise à disposition en 2022 par le nouvel Office Français de la Biodiversité (OFB) des données cartographiques des milieux humides permettra, on le souhaite, d'accélérer l'identification des zones humides et leur protection par les PLU (4), via un outil juridique inspiré des espaces boisés classés. Des objectifs chiffrés ambitieux ont été fixés comme la restauration de 25 000 km de cours d'eau ou le doublement de la superficie des aires protégées « milieux humides » d'ici 2030, même s'il est permis de douter de leur réalisme compte tenu de l'absence de moyens nouveaux.

DES ATTENTES QUI N'ONT PAS ÉTÉ COMBLÉES

Concernant le financement de la politique de l'eau, les conclusions des Assises sont décevantes. Alors que nous attendions un signal fort au sujet d'une répartition juste entre usagers et de la réelle application du principe pollueur (et préleveur) / payeur, les annonces gouvernementales n'ont pas pris en compte nos demandes : la fiscalité écologique restera déséquilibrée puisque les usagers domestiques de l'eau contribueront toujours à 86 % au budget des agences de l'eau. Les efforts financiers devraient pourtant être répartis entre tous les usages (dont agricoles et industriels) en fonction de la proportion des atteintes, sur les plans quantitatifs, qualitatifs et sur le bon fonctionnement des milieux aquatiques. Par ailleurs, aucun signal vers une fiscalité écologique de l'eau et de la biodiversité plus juste n'a été donné : le plafond mordant, qui affecte depuis 2018 le budget des agences de l'eau (5), n'a pas été remis en cause et les comités de bassin sont simplement incités à agir dans le cadre existant des actuels 11^{èmes} programmes d'intervention (2019-2024) sans possibilité de responsabiliser davantage les facteurs majeurs de dégradation de la ressource que sont l'artificialisation et les fuites massives de nitrates et de pesticides d'origine agricole dans les eaux.

L'Etat n'a par ailleurs pas montré d'engagement fort pour conserver ses moyens humains et techniques, pourtant mis à mal.

La protection des ressources en eau potable était une priorité portée par plusieurs acteurs, dont FNE. Malgré les quelques mesures annoncées pour renforcer la protection des captages d'eau potable, il a été confirmé une diminution de la protection des petits captages (moins de 100 m³/jour), ce qui est en contradiction totale avec la nécessité de protéger toutes les ressources, pour tous.

Enfin, le recours à la Réutilisation des Eaux Usées Traitées (REUT) a été largement mis en avant, sans toutefois rappeler les dangers que cette pratique peut représenter, d'un point de vue environnemental et sanitaire. FNE met en garde sur ces aspects (6). Par ailleurs, il n'est nullement précisé que la recherche d'économies d'eau est un préalable à la mise en place de cette pratique.

DES DEMANDES DE FNE TOMBÉES AUX OUBLIETTES

Le sujet de la pollution de l'eau par les nitrates, ses impacts sur les milieux et sur la santé publique, a été totalement oublié de ces Assises. Après 25 ans d'inefficacité du dispositif de réduction des pollutions nitratées d'origine agricole, illustrée par l'extension des territoires concernés par cette pollution, l'eutrophisation induite et l'existence de plusieurs condamnations de l'Etat par l'Europe en ce domaine, l'heure ne peut plus être aux belles paroles mais à une utilisation de tous les leviers de l'action publique pour juguler ce problème environnemental et sanitaire (principe pollueur-payeur, réglementation visant à atteindre les objectifs et accompagnement cohérent). Par ailleurs, le lien terre / mer, bien illustré par la pollution des eaux littorales par les nitrates (les eaux chargées en nitrates apportées depuis l'amont vers l'aval sont responsables de la prolifération des algues vertes), est un des grands oubliés des conclusions de ces Assises.

Les aspects « eau-énergie », illustrés par l'hydroélectricité ou encore par le refroidissement des centrales nucléaires, qui seront largement impactés par les effets du changement climatique, ne ressortent pas non plus des conclusions. Pourtant, un communiqué de presse du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, sorti la semaine précédant la clôture des Assises, évoquait le lancement de 13 nouveaux projets de petites centrales hydroélectriques, alors que FNE demandait à ce que l'on mette un terme à la construction d'ouvrages hydroélectriques sur les petits cours d'eau et les cours d'eau en bon état. Les installations de petite hydroélectricité (micro-centrales) ne produisent que peu d'électricité en comparaison des impacts qu'elles génèrent sur les cours d'eau et la biodiversité.

DES RATTRAPAGES DE DERNIÈRE MINUTE...

Le 28 juin 2019, dans un communiqué de presse commun (7), France Nature Environnement, aux côtés des associations UFC - Que Choisir, la Fédération Nationale de Pêche en France, Humanité & Biodiversité, la FNAB (8) et le WWF, ont appelé le Gouvernement à pousser plus loin ses engagements en faveur de la préservation de la ressource, de la sobriété des usages et de la restauration des milieux.

(4) Plans Locaux d'Urbanisme. (5) Cf Lettre Eau n°79 : " Le combat des agences de l'eau : entre bon état des milieux et bon état du budget", page 4. (6) Cf Lettre Eau n°80 : « Brève analyse sur la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) », pages 12-13. (7) <https://www.fne.asso.fr/communiqués/Assises-de-l%E2%80%99eau-sobri%C3%A9t%C3%A9-et-restauration-des-milieux-doivent-%C3%AAtre-au-c%C5%93ur-de-la>. (8) Fédération Nationale d'Agriculture Biologique.

Cette communication a permis une amélioration in extremis de la rédaction des conclusions pour que les points relatifs à la protection des têtes de bassin versant et à la cartographie des cours d'eau, largement évoqués lors des échanges des Assises de l'Eau, ne soient pas oubliés. Malgré une attente de nombreux acteurs de l'eau qui demandaient au sein des groupes de travail une clarification de la démarche de cartographie administrative des cours d'eau (9), ce point avait en effet disparu de la feuille de route quelques jours avant la fin des Assises ! Une phrase a donc été rajoutée in extremis par le Gouvernement : « une attention particulière sera portée à la qualité de la cartographie des cours d'eau ». Or, en même temps que la conférence de presse clôturant les Assises était publié le rapport CGEDD/CGAAER «Protection des points d'eau» (10), qui confirmait la position défendue par FNE, en soulignant notamment : «Dans de nombreux départements, le jeu d'acteurs et les rapports de force locaux ont conduit à une réduction, parfois forte, du réseau hydrographique protégé par des zones non traitées alors que la protection de l'ensemble du réseau est nécessaire pour atteindre les objectifs de qualité des eaux superficielles et réduire les coûts de potabilisation ». FNE se mobilisera pour qu'il soit mis fin aux dérives observées, qui nuisent à la protection de tous les milieux aquatiques et in fine à l'atteinte des objectifs DCE (11).

Par ailleurs, une disposition sur la gestion quantitative avait été modifiée en dernière minute, suite à un échange bilatéral entre le Gouvernement et la FNSEA (12), déformant totalement les propos rédigés et en complet désaccord avec les échanges qui avaient eu lieu au sein du groupe de travail « partager la ressource ». Après négociation avec FNE, le Gouvernement a en partie revu la rédaction, mais celle-ci reste insatisfaisante sur le fond et encore plus sur la méthode. Les enjeux d'une gestion quantitative plus préventive — permettant d'éviter les problèmes de déficit structurel au lieu de peiner à les résoudre une fois qu'ils sont installés — restent entiers. Les risques de mal adaptation sont majeurs tout comme l'aggravation des conflits d'usages : la sécheresse de l'été est venue hélas très rapidement le confirmer.

Enfin, une grosse lacune de ces conclusions réside dans les moyens alloués à l'agriculture biologique et aux modes de production agro-écologiques. FNE a obtenu quelques mots supplémentaires dans les paragraphes sur les aires d'alimentation de captage mais sans précisions sur les moyens nouveaux et la méthodologie permettant d'accélérer et d'étendre les dynamiques territoriales en cours, au-delà des aires de captages prioritaires. Cela est très loin de traduire la richesse des propositions qui ont été émises au sein du groupe de travail « protéger la ressource ».

DES ASSISES AUX CONCLUSIONS DÉCEVANTES MALGRÉ QUELQUES ORIENTATIONS POSITIVES

FNE se félicite des caps retenus à l'issue de ces Assises, mais reste déçue face à l'inadéquation des moyens mis en œuvre avec les objectifs que les acteurs de l'eau étaient capables de se fixer à eux-mêmes. Alors que la France a du retard pour atteindre ses propres objectifs de bon état des masses d'eau fixés au regard de la DCE, il est clair que les mesures qui figurent dans les conclusions ne sont pas à la hauteur de ces enjeux.

D'un point de vue financier, le Gouvernement a lui-même réduit les ambitions des acteurs de l'eau en ne voulant pas revenir sur le « plafond mordant » affectant le budget des agences de l'eau ni redéfinir une répartition plus juste des charges entre usagers. Il ne répond toujours pas à des questions de fond qui existent depuis plus de 40 ans et qui empêchent la politique de l'eau de répondre aux enjeux actuels.

Des évolutions positives, transcrites au travers des mesures présentées, sont toutefois attendues. Il est maintenant nécessaire qu'elles soient traduites dans les SDAGE (13), outils essentiels à la mise en œuvre et à la bonne application de la politique de l'eau, pour les rendre opérationnelles.

En parallèle des travaux dans le cadre des Assises de l'eau et dans un contexte de tension forte sur la ressource en eau, la Commission de Suivi Hydrologique du Comité National de l'Eau s'est réunie une 1^{ère} fois le 14 mai 2019, afin de faire le point sur la situation hydrologique dans les bassins et de prendre un temps d'échange sur l'organisation de la gestion de crise. Cette commission a à nouveau été réunie, en urgence, le 23 juillet 2019. Des représentants de FNE étaient présents et ont demandé à ce que les réunions soient plus régulières (et pas seulement lorsque la situation hydrologique devient critique) et abordent les questions stratégiques du lien entre climat et hydrologie (gestion préventive des sécheresses, Projets de Territoire pour la Gestion de l'Eau, etc.), en renforçant la présence de représentants du monde scientifique pour aider à la prise de décisions.

Une autre réunion a eu lieu fin août, notamment pour échanger sur une potentielle évolution des Comités Sécheresse Départementaux.

Pour FNE, un meilleur fonctionnement de cette commission est indispensable pour mieux anticiper les périodes de crises et pour améliorer l'application des mesures de prévention dans les territoires.

(9) Cf Lettre Eau n°80 : « Ce qu'est la cartographie des cours d'eau : FNE demande au ministre de clarifier la situation », page 6. (10) http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/012500-01_rapport_cle2e1327.pdf. (11) Objectifs fixés par la Directive Cadre européenne sur l'Eau. (12) Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles. (13) Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

dans le contexte du dérèglement climatique

Par Florence Habets,

Directrice de Recherche au CNRS et Présidente du Conseil Scientifique du Comité de Bassin Seine-Normandie

La France bénéficie d'un climat tempéré et de chaînes de montagnes qui sont de véritables châteaux d'eau. Ainsi, sur les 950 mm/m² de précipitations reçues en moyenne par an, environ 2/3 s'évaporent, et 1/3 contribue aux débits des rivières et aux nappes souterraines. Bien sûr, ces valeurs masquent de fortes disparités spatiales et temporelles et des fluctuations pluriannuelles importantes (de +20% à -20% sur les débits). Si ces fluctuations ont des causes naturelles (1), d'autres facteurs moins naturels interviennent.

Ainsi, l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES), en augmentant l'énergie captée par notre planète, induit un dérèglement climatique qui impacte la ressource en eau de plusieurs façons :

1. la modification des contrastes entre les régions chaudes et froides du globe induit un déplacement des fronts de précipitations, conduisant à une baisse des précipitations au Sud de l'Europe et une hausse au Nord ;
2. la dynamique des précipitations est modifiée, avec des événements à la fois plus intenses et plus rares (2) ;
3. l'évapotranspiration (3) tend à augmenter, ce qui

réduit la ressource en eau disponible. Si l'on poursuit la dynamique d'émission de GES actuelle, en 2100, la température augmentera en France de 4.5°C en moyenne annuelle, et jusqu'à 9°C en moyenne sur le mois de juin. La canicule que nous avons connue en juin 2019 serait ainsi « normale ». Cela s'accompagnera d'une diminution nette des précipitations estivales. Seul le nord de la France verrait cette baisse compensée par la hausse des précipitations hivernales. Dans le sud, la diminution des précipitations annuelles pourrait dépasser 20%. Ces changements régionaux et saisonniers sont partagés par l'ensemble des modèles de climats, malgré des incertitudes sur les intensités (4).

Evolution des bas débits mensuels (période de retour 5 ans)

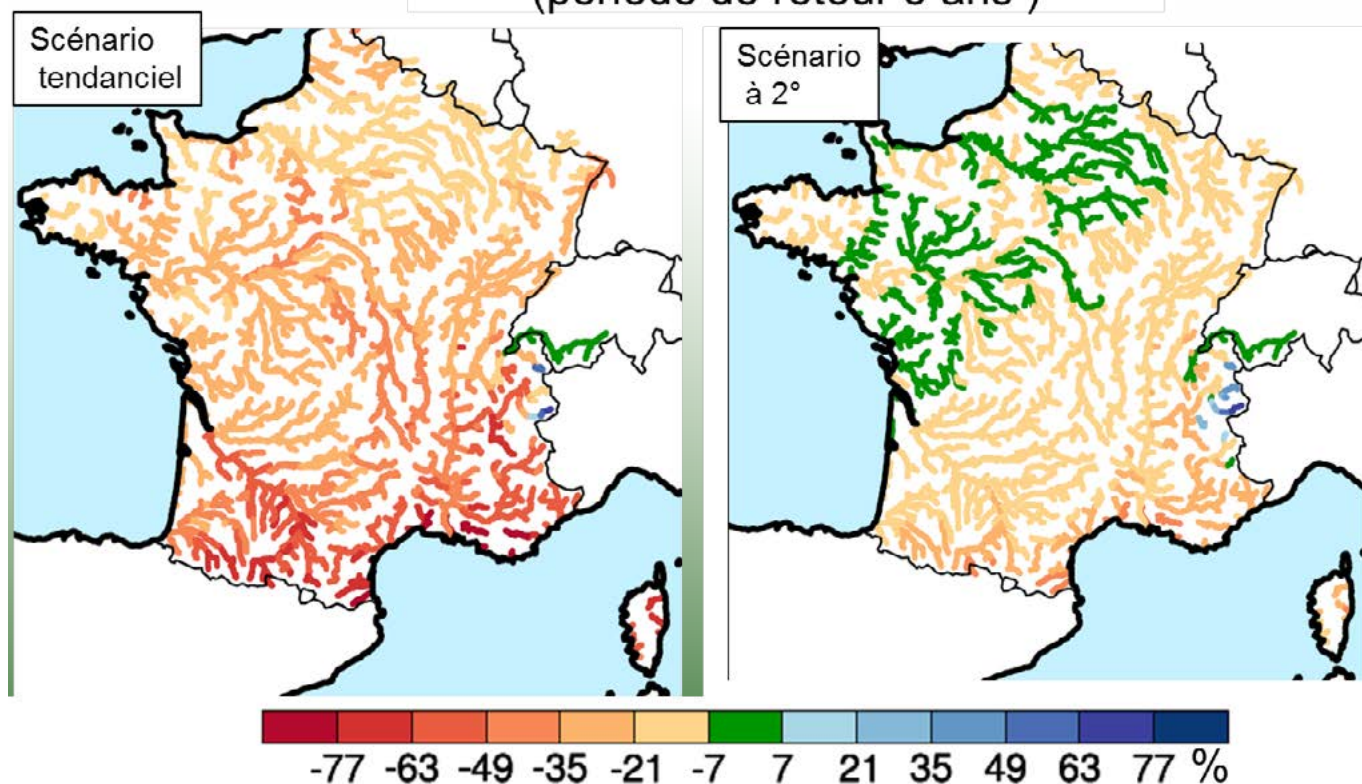


Figure 1 : Comparaison de l'évolution des débits mensuels minimum de période de retour 5 ans (QMNA5) à l'horizon 2100 pour 2 scénarios d'émission de GES : à gauche le scénario tendanciel et à droite, le scénario à 2° (correspondant à une concentration en CO₂ en fin de siècle de 900 et 400ppm respectivement). (Figure issue de Dayon 2015) (5)

(1) www.hydrol-earth-syst-sci.net/18/691/2014/hess-18-691-2014.pdf. (2) En 40 ans, Ribes et al., 2019 ont observé une hausse de l'intensité de la moyenne des précipitations extrêmes dans les Cévennes de 22% <https://link.springer.com/content/pdf/10.1007%2F00382-018-4179-2.pdf>. (3) L'évapotranspiration est la quantité d'eau transférée vers l'atmosphère, par évaporation au niveau du sol et des surfaces d'eau et par la transpiration des plantes. (4) Les précipitations annuelles en moyenne sur la France évolueraient entre +2% et -15% selon les modèles de climat (Dayon et al., 2018 www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1631071318300336). (5) Voir par exemple www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_boe_final.pdf et https://convention-services-climatiques.isce.ipl.fr/sites/default/files/2019-02/B_ChangeClim_5_Habets.pdf.

Cela induit des impacts importants sur la ressource en eau en France. A la fin du siècle, on s'attend à des réductions des débits, en moyenne annuelle allant de -5% sur la Seine à -40% sur la Garonne, et de -20% à -55% respectivement en été. Cela s'accompagne d'une augmentation de l'occurrence des sécheresses. Ainsi, la durée des sécheresses agricoles (caractérisées par un déficit d'eau dans les sols) augmente de 30% à 50% selon les régions. Les sécheresses hydrologiques (caractérisées par une fréquence de retour de 10 ans) sont plus fréquentes et s'étendent partout, avec un assèchement très marqué des têtes de bassin. De plus, les eaux souterraines s'assèchent de façon durable (plusieurs années consécutives) sur une grande partie du territoire (6). Pour autant, cela n'empêche pas l'occurrence de crues, favorisées par des précipitations plus intenses. On doit même s'attendre à un risque d'inondation plus étendu spatialement, car il ne sera plus limité aux zones de débordement de rivière, mais pourra se produire sur des zones de plateaux du fait de ruissellements importants.

Ainsi, il est urgent d'agir pour réduire ces risques. Mais comment ?

La réponse des scientifiques est claire : mieux vaut prévenir que guérir. En effet, la solution la plus efficace et la plus pérenne est la réduction drastique de nos émissions de GES. Réussir cette réduction pour rester en dessous des 2°C permettrait de limiter de façon très notable la diminution des débits minimums récurrents (Figure 1).

Malgré tout, il sera nécessaire de s'adapter. Globalement, il y a aura moins d'eau en été et en automne et des risques d'inondations rapides plus importants.

Une solution très souvent prônée est la construction de retenues, qui pourraient réduire les risques de crues tout en fournissant de l'eau en période de pénurie. C'est d'ailleurs une des solutions avancées lors des assises de l'eau (7), via les projets de territoires pour la gestion de l'eau (8) qui iront au-delà de la substitution, c'est-à-dire augmenteront les prélèvements. Or, de nombreuses études ont démontré que si ces barrages permettent de faire face à une irrégularité

saisonnière de la ressource en eau, ils tendent à amplifier la durée et l'intensité des sécheresses longues ou sévères (9). Car ces derniers maintiennent un usage important de la ressource en eau, créant une dépendance à l'eau nuisible économiquement en cas de pénurie, laquelle incite pourtant à la création de nouveaux stockages. Ce phénomène est amplifié par les aléas climatiques. Ainsi en France, cette solution s'est fortement développée après la sécheresse de 1976, alors que la période 1965-1985 était pourtant humide, créant un décalage entre usages et ressource. Dès lors, dans un contexte de raréfaction de la ressource en eau, la généralisation de cette solution apparaît problématique.

Une place importante doit ainsi être donnée aux politiques visant à économiser et préserver la ressource en eau.

En effet, il faut préserver la capacité de stockage de l'eau dans les sols, les zones humides et les nappes, en évitant l'imperméabilisation, la compaction et en ralentissant les écoulements pour réduire l'érosion et favoriser la recharge des nappes, ce qui permet de lutter à la fois contre les sécheresses et les risques de crues. Ce sont souvent des solutions fondées sur la nature, avec des co-bénéfices en termes de biodiversité (10). Elles sont d'autant plus intéressantes qu'elles peuvent être étendues spatialement, assurant ainsi une réponse à des risques diffus sur l'ensemble du territoire.

Les économies d'eau apportent une solution aux risques de pénuries. Au-delà de la lutte contre les fuites, les solutions d'économies circulaires visant à multiplier les usages de l'eau prélevée avant de la rejeter dans le milieu (au sein d'un bâtiment ou entre plusieurs entreprises) sont très prometteuses même si une nouvelle conception des infrastructures sera longue à mettre en œuvre. D'autres formes de réutilisation de l'eau telles que la REUT, aussi appelée REUSE, visant à détourner de l'eau usée vers des arrosages (de golfs ou de parcelles agricoles) sont nettement moins intéressantes, car il n'y a pas d'économie d'usage et l'eau évaporée est perdue pour le milieu. Des économies sont également possibles dans le monde agricole (sélection variétale, esquisse, mode d'irrigation), mais sont souvent réinvesties localement et ne sont donc pas toujours un gain pour le milieu (11).

En conclusion, le futur de la ressource en eau en France est marqué sous le signe de la raréfaction, sans pour autant une réduction du risque d'inondation. Aucune adaptation ne sera efficace sans stabilisation du climat, c'est à dire sans une forte atténuation de nos émissions de gaz à effet de serre. De plus, il faut aussi préserver la qualité de l'eau. Aujourd'hui, malgré les efforts menés pour reconquérir une bonne qualité de l'eau, il y a toujours peu de masses d'eau en bon état, or les pressions ne peuvent qu'augmenter en période de pénurie.

Ainsi, il faut privilégier des solutions qui puissent combiner atténuation, résilience face aux sécheresses et précipitations intenses, et amélioration de la qualité de l'eau.

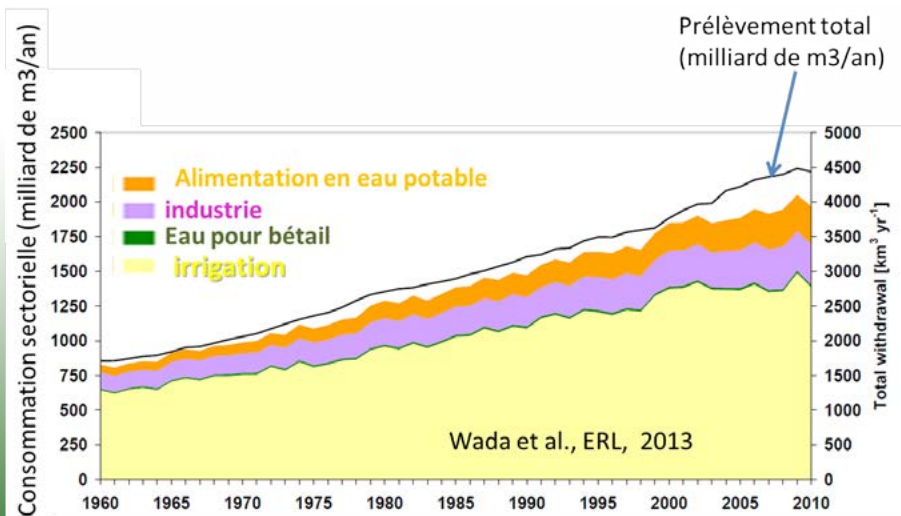


Figure 2 : Evolution des prélèvements en eau à l'échelle globale de 1960 à 2010 estimée par Wada et al. (2013) (12). La consommation d'eau aurait plus que doublé en 50 ans. Les prélèvements globaux atteignent déjà la limite planétaire pour un développement soutenable (Steffen et al., 2015) (13)

(6) www.theses.fr/2015TOU30252. (7) www.ecologie-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/20190701_Dossier_de_presse_Assises_Eau.pdf. (8) <https://agriculture.gouv.fr/telecharger/97877?token=473fe7fbb5ba2c5a7bfd5ed0fcebfbcb5>. (9) <https://theconversation.com/barrages-et-reservoirs-leurs-effets-pervers-en-cas-de-secheresses-longues-111583>. (10) par exemple <http://gerihco.engees.unistra.fr/> et <https://uicn.fr/solutions-fondees-sur-la-nature/>. (11) www.fao.org/3/i7090EN/i7090en.pdf. (12) <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/8/3/034036/meta>. (13) <http://science.sciencemag.org/content/sci/347/6223/1259855.full.pdf>.

L'IMPORTANCE DU SOL DANS LE GRAND CYCLE DE L'EAU

réinventons un monde où l'agro-écologie prend soin de nos sols

Par Sabine Martin,

Membre du directoire du réseau Eau & Milieux Aquatiques de FNE et représentante au comité de bassin Adour-Garonne

De l'eau, il en est question partout actuellement. Mais ce n'est pas parce qu'on évoque la pénurie d'eau qu'il suffit de mettre en place les solutions... Car, sur les solutions à mettre en place, il n'y a pas d'accord !

Aux Accords de Paris, pour peu, on ne parlait pas de la gestion de l'eau douce : c'est le contrôle du CO₂ qui a dominé dans les pourparlers ! Pourtant, la gestion de l'eau et la gestion du CO₂ relèvent des mêmes politiques globales qui font appel au même remède : la biodiversité !

Mais je vous l'expliquerai plus loin...

Aux Assises de l'eau, il a été acté qu'il n'y avait qu'un seul cycle de l'eau : le grand, celui qui nous amène la pluie qui tombe sur nos sols, nos terres, nos villes, nos cultures, nos forêts.

Voilà un cadre bien planté et facilement partageable : nous aimons la pluie, et nous attendons la pluie. Mais la pluie ne fait pas tout ! Faut-il que l'eau entre en mariage fécond avec la terre qui l'accueille et la retienne en son sein, dans le riche écosystème de biodiversité qu'elle renferme. 80 % de la biomasse sur terre se trouvent dans les sols : vous ne le saviez pas ? Moi non plus ! Mais maintenant que je le sais, je comprends mieux pourquoi le levier des « sols vivants » est LE levier à actionner sans plus attendre.

Pour disposer de ce tremplin de biodiversité que sont les sols vivants, nous devons stopper de répandre des produits chimiques qui génèrent des externalités négatives sur la vie de la fine couche de terre arable qui nous nourrit. Ainsi, nous nous trouvons devant deux mondes incompatibles : celui de la révolution verte industrielle qui tue la vie qui la gêne sans vraiment en mesurer les conséquences, et le monde de la permaculture, qui promeut le vivant et accepte le complexe.

Pourquoi nous trouvons-nous face à une gestion quantitative de l'eau si tendue ? Cette situation se retrouve dans le monde entier, et les solutions préconisées - comme la construction de barrages pour retenir l'eau - ne sont franchement plus probantes : avec des réservoirs vides, elles démontrent les limites de l'exercice, voire l'accélération des phénomènes qu'elles sont censées stopper.

Michel GRIFFON, dans son ouvrage « *Qu'est-ce que l'agriculture écologiquement intensive ?* », nous enseigne pages 80 et suivantes, que deux solutions s'offrent à nous pour la gestion de l'eau dans sa phase terrestre :

1. favoriser l'infiltration de l'eau dans les paysages des bassins versants, pour qu'elle alimente l'hydrologie naturelle, soit
2. la stocker « hors sol » dans des barrages. Dans les pays riches comme le nôtre, ce sont les solutions coûteuses « hors sol » qui sont retenues. Ces solutions, choisies à 95 % en France, amplifient l'anthropisation des milieux naturels et aquatiques et réduit la biodiversité.

La gestion de la ressource en eau par l'offre, qui a fait construire 16 millions de barrages dans le monde, devrait nous éclairer sur les causes et les remèdes : est-ce la cause qu'il faut traiter ou juste les symptômes ? Car jamais on ne stockera de l'eau en quantité telle que l'exige l'agriculture industrielle pour perdurer, car ses besoins sont artificiels et augmentent d'année en année en fonction de la baisse de la biodiversité dont dépend la fertilité naturelle des sols cultivés.

Le choix des réservoirs donne le « *la* » d'une fuite en avant d'une agriculture responsable de la dégradation de nos sols, rendus inaptes à réguler l'hydrologie naturelle des bassins versants. « *La gestion par l'offre incite à un cercle vicieux conduisant à une augmentation de la dépendance à l'eau conduisant à une augmentation de la vulnérabilité, militant pour la création de nouvelles réserves (1)* ». Inutiles et destructeurs, l'agriculture industrielle et son pendant, les barrages et réservoirs, devraient faire partie du passé.

Par ailleurs, nous avons tendance à n'opter que pour la seule solution « hors sol », alors que favoriser l'infiltration de l'eau dans les sols est une solution de bon sens, efficace et gratuite.

L'agriculture conventionnelle emploie peu de personnes, consomme plus de calories énergétiques qu'elle ne produit de calories alimentaires, détruit le patrimoine naturel des sols et la biodiversité, laisse les sols arides, incapables de ralentir et d'infiltrer les eaux de pluies, et provoque érosion et glissements de terrain. **Cette agriculture a systématiquement déconstruit les capacités de résilience de ses sols** : drainage, assèchement des zones humides, effacement des haies, ripisylves, bosquets, arbres, rectification des fossés et des ruisseaux, destruction et assèchement de ses sols engendrant de facto l'érosion

(1) Florence HABETS 28-1-2019 Point de revue bibliographique sur le lien entre sécheresse et stockage de l'eau.

massive des terres, pourtant aussi importantes que l'eau qu'elles sont censées retenir et contenir. Cette agriculture contre-nature a été exportée dans le monde entier et tel un rouleau compresseur a engendré le drame mondial de la disparition des paysans, par suicide, ruine et expulsion, de la mort des campagnes et des campagnes qui donnent la mort. Non seulement cette agriculture expansive a chassé des milliers de paysans, en quelques décennies, de plus elle laisse derrière elle des déserts, et est responsable de 25% de la production de CO₂ dans le monde.

La démesure de l'exploitation agricole industrielle - dévoreuse d'espaces, décrochée des capacités de résilience de la terre et des hommes - est inadaptée aux réalités du fonctionnement même de la nature. Le développement de notre économie, déconnecté de la nature, a ignoré l'attention due à la maison commune que nous appelons « notre environnement », et a provoqué l'emballement du climat. Comment ?

Nous avons d'une part produit beaucoup plus de CO₂ que la photosynthèse de la végétation de la croûte terrestre (dont les océans) est capable d'absorber, et d'autre part, nous avons fondé notre alimentation/énergie sur la déforestation et l'agriculture de monocultures - *intensive en intrants et pesticides* - qui a asséché et désertifié les sols, et vidé les nappes souterraines.

Par photosynthèse, la couverture végétale des sols terrestres régule le CO₂ et nourrit par ses feuilles et ses racines la faune du sol ; ces sols riches en humus régulent les flux d'eau dans la phase terrestre du cycle de l'eau. L'activité biologique de la biomasse contenue dans les sols est le réacteur de la régulation climatique. Ces « intestins de la terre », (vers de terre, carabes, protozoaires, bactéries, champignons, mycorhizes, etc.) régulent les flux et allongent le temps de résidence de l'eau dans les sols, au service de la résilience des cultures en bonne santé, et de la régulation des pollutions.

Si la transition agro-écologique ne s'opère pas dans les grandes exploitations, c'est parce qu'elle est impossible sur de telles surfaces et les mesures d'adaptation à la marge sont inopérantes, car ces deux agricultures ne sont pas compatibles.

L'agriculture industrielle, basée sur la monoculture, est dépendante des produits phyto- sanitaires, des engrais minéraux et du machinisme lourd ; alors que l'agro-écologie est fondée sur les sols vivants et la photosynthèse : la permaculture est à taille humaine et riche en productions et emplois. Elle utilise l'énergie du soleil pour les plantes et utilise les plantes pour protéger les sols des rayons directs du soleil et ainsi préserver la vie des sols.

Augmenter le rendement des cultures pour produire davantage de nourriture avec moins de terre est donc possible, et réduit l'impact environnemental de l'agriculture. C'est l'agro-écologie qui peut réaliser ce miracle dans un monde à réinventer !

En fait, il est déjà réinventé. Des milliers de petites fermes se créent en France par des citoyens qui quittent leur travail, quittent leur ville, seuls ou avec leur famille, pour s'installer comme paysans, maraîchers, éleveurs, dans des unités de production souvent collaboratives, où le partage d'expériences est la règle. Ce sont les néo-paysans, hors cadre familial, qui s'installent à la campagne pour produire de la nourriture et du sens. C'est le mouvement « Fermes d'avenir » à l'échelle de la France, c'est le mouvement La Via Campesina (La voie paysanne) à l'échelle internationale. C'est le défi de relocalisation et de réappropriation que relève la génération montante.

L'atténuation du Réchauffement Climatique ne peut s'opérer que par la compréhension du fonctionnement des sols et des océans, dans le respect des 3 lois de la nature (2) :

- La loi de la diversité : on a besoin de la biodiversité dans un écosystème
- La loi de l'interdépendance de toutes les espèces au sein d'un écosystème
- La loi des ressources limitées : il y a une limite à la croissance et il y a une limite à la capacité de régénération de la nature.

POUR ALLER PLUS LOIN :

- *Les limites à la croissance (dans un monde fini)* Donella MEADOWS, Dennis MEADOWS, Jorgen RANDERS, Editions RUE DE L'ECHIQUIER, 2012
- *Du bon usage des arbres, un plaidoyer à l'attention des élus*, Francis HALLE, Editions Actes SUD, 2011
- *PAYSAN RESISTANT*, Benoît BITEAU, Ed. FAYARD, 2018
- *JAMAIS SEUL, ces microbes qui construisent les plantes, les animaux et les civilisations*, Marc-André SELOSSE, Ed. ACTES SUD 2017
- *L'INVENTION DE LA NATURE, les aventures d'Alexander von Humboldt*, Andrea WULF, Ed. NOIR SUR BLANC, 2017
- *UNE QUESTION DE TAILLE*, Olivier REY, Ed. les essais STOCK, 2014
- *Des vers de terre et des hommes, Découvrir nos écosystèmes fonctionnant à l'énergie solaire*, Marcel BOUCHE, Actes SUD, 2014
- *Les arbres entre visible et invisible*, Ernst ZÜRCHER, Actes Sud, 2016
- *Les néo-paysans* Gaspard D'Allens Lucile Leclair, Seuil Reporterre, 2018

(2) Paul WATSON <https://www.youtube.com/watch?v=RbBCQieuXII>

Par Bernard Drobenko,
Membre du réseau juridique de FNE

L'analyse du droit contemporain de l'eau est indissociable du contexte plus global des diverses politiques publiques. Entre autres, les régressions du droit de l'environnement comme la libéralisation du droit de l'urbanisme (1) traduisent un objectif économico-financier porté par le dogme de la croissance et du productivisme. Le droit de l'eau s'inscrit dans cette logique et constitue un indicateur précis de la politique de l'eau, illustré notamment par l'exemple récent de la « privatisation » des barrages hydroélectriques.

CONTEXTE

La loi sur l'eau de 1964 apparaît comme l'affirmation d'un cadre d'intervention et de mesures opérationnelles d'une gestion de l'eau visant les enjeux majeurs, tant d'un point de vue institutionnel, organisationnel ou de lutte contre les pollutions (2). C'est sous l'impulsion du droit européen que des évolutions sont intervenues (3).

En 2019, plusieurs indicateurs révèlent la faiblesse de la politique de l'eau en France confortée désormais par des régressions du droit atténuant les protections. Le constat est sans appel (4) : la perte des zones humides et de la biodiversité en eau douce, l'abandon continu de captages d'eau potable comme la réduction de la protection des points d'eau (application de l'arrêté du 4 mai 2017) illustrent la réduction significative de la prévention, avec en sus des problèmes caractérisés de répartition des usages résultant de modes de production et de consommation de l'eau inadaptés à la ressource disponible.

Dans ce contexte, un ensemble d'adaptations des règles est intervenu en France. Si certaines ont permis de conformer le droit français au droit européen, d'autres, en développement exponentiel, traduisent un ensemble de renoncements. Ces mauvaises adaptations induisent des insuffisances au regard des objectifs poursuivis tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif.

Si en 1992 la loi sur l'eau a été précédée d'une réelle concertation approfondie, via les Assises Nationales de l'Eau de 1991, celles organisées en 2018/2019 apparaissent comme un ersatz de concertation, une parodie « marketing politique », face aux défis posés par la question de l'eau aujourd'hui.

Alors même que la politique de l'eau exige aujourd'hui plus de courage que d'atermoiements, quelques éléments permettent aujourd'hui de caractériser les évolutions du droit et de certaines pratiques. A ce titre, nous pouvons constater que nous sommes face à des principes bafoués, un cadre institutionnel fragilisé, une gestion équilibrée inadaptée et une fiscalité inefficace et injuste.

DES PRINCIPES BAFOUÉS

En nous attachant aux seuls principes du droit de l'environnement, nous devons constater que :

Les principes de prévention et de participation font l'objet en France depuis quelques mois de régressions majeures. L'évaluation environnementale est affaiblie par les réformes (intervenues et en cours), à la fois via l'assouplissement des nomenclatures (5) (certains projets ne font plus l'objet d'évaluation (6)) et via la réforme de l'évaluation elle-même qui réduit de manière drastique son champ d'intervention (7).

Concernant le principe de participation, outre les contraintes renforcées à l'accès au contentieux, **l'une des atteintes majeures est constituée par la réforme de l'enquête publique**, qui réduit cette dernière à un processus de consultation électronique.

Le principe de précaution n'est pas appliqué dans les secteurs générant des pollutions de l'eau (c'est le cas notamment du secteur agricole, avec tous les « icides », largement concerné du fait des diverses pollutions qu'il induit). Sa mise en œuvre effective constituerait une évolution significative, aussi pour les perfluorés ou les nanotechnologies.

Le principe pollueur-payeur est méconnu et n'est pas mis en œuvre d'une part car l'internalisation des coûts (8) n'est pas appliquée (les seuls coûts générés par les nitrates révèlent l'ampleur de la situation (9)), et, d'autre part avec des sanctions administratives quasi inexistantes (les moyens humains pour contrôler diminuent) ainsi que **l'absence d'une politique pénale dans le domaine de l'environnement et de l'eau en particulier. De vrais défis sont à relever afin de tendre vers une effectivité de ce principe.**

Ces principes sont d'autant moins mis en application que sont multipliés les régimes dérogatoires (10).

(1) Loi ELAN (Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique) de 2018. (2) cf. « La loi de 1964 : Bilan et perspectives », éditions Johanet 2015. (3) cf. « Code de l'eau » (4ème édition, 2017) et « Introduction au droit de l'eau » (2018), tous deux aux éditions Johanet. (4) Rapports AEE, CGDD, CESE, ONG ou parlementaires, sur l'eau et les milieux aquatiques. (5) Intervenant par décret tant pour les ICPE (Installations Classées pour l'Environnement) que pour les IOTA (Installations, Ouvrages, Travaux et Activités caractérisés par leurs impacts touchant au domaine de l'eau). (6) cf. R214-1 et les projets relevant du cas par cas. (7) cf. les rubriques ICPE sur les élevages et les autorisations relatives aux fermes usines. (8) cf. art. 9 de la DCE. (9) cf. « Les pollutions par les engrais azotés et les produits phytosanitaires : coûts et solutions », études et documents du CGDD n°136 décembre 2015. (10) cf. entre autres : décret n° 2017-1845 du 29 décembre 2017, décret n° 2018-239 du 3 avril 2018, décret n° 2018-62 du 2 février 2018, loi ELAN au code de l'urbanisme, en zone littorale notamment

UN CADRE INSTITUTIONNEL FRAGILISÉ

Depuis 1964 et la 1^{ère} loi sur l'eau, la gestion de l'eau repose sur une organisation par bassins et sous-bassins, portée par deux institutions majeures que sont les agences ou offices de l'eau et leurs comités de bassins.

Si ce schéma a prévalu jusqu'à dans les années 2000, la **dispersion des compétences relatives à la gestion de l'eau dans le mille-feuille de l'organisation institutionnelle française remet en cause de manière substantielle ce schéma.**

En effet, en multipliant les acteurs spécialisés (EPTB (11) utiles puis EPAGE (12)), en dotant les régions de possibilités d'interventions, en renforçant les compétences des départements et en dotant les EPCI (13) de compétences nouvelles (telle que la GEMAPI (14)), les pouvoirs publics remettent en cause cette organisation. **Les logiques de gestion par circonscription administrative, fussent-elles décentralisées, s'opposent aux logiques de gestion écosystémique et aux nécessaires solidarités qu'elles induisent.** Pourquoi ne pas imposer un SAGE pour tous les sous-bassins ?

Les logiques institutionnelles dissocient par ailleurs le grand cycle de l'eau du petit cycle de l'eau, **en faisant prévaloir les logiques de lobbies (cf. le CNE (15)) sur les exigences de gestion partagée d'un patrimoine commun et sur la vision à long terme rendues nécessaires par les défis posés.**

UNE GESTION ÉQUILIBRÉE INADAPTÉE

La gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques vise à prendre en considération la capacité des milieux et à déterminer un ensemble de priorités. **Elle doit permettre (16) « en priorité de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population ... »,** ensuite seulement elle vise à concilier les autres usages dont les besoins économiques.

Dans la pratique, au nom d'un ensemble d'intérêts particularisés, nous constatons **des orientations contraires à une gestion équilibrée et intégrée.**

Ainsi, par exemple, pour « favoriser » des énergies renouvelables, des assouplissements sont octroyés en faveur de l'hydroélectricité, coupable de l'artificialisation des rivières jusqu'alors préservées, ce qui constitue une atteinte caractérisée à la mise en œuvre et à la préservation des continuités écologiques. La privatisation des barrages hydroélectriques intervient au détriment des enjeux stratégiques de la production énergétique et de la sécurité.

Les règles instaurées dans le domaine de l'eau favorisent

les productions intensives dont certaines sont inadaptées aux ressources disponibles en méconnaissant le contexte du changement climatique. Ainsi les retenues d'eau se multiplient et sont encouragées sous le label de projets de territoires (17), mais aussi parfois au mépris du droit en vigueur (exemple du barrage de Caussade entre autres). Les établissements publics de l'Etat, comme certaines collectivités, soutiennent et financent des projets contraires à une approche équilibrée, y compris des transferts d'eau pour permettre à un industriel de mieux exploiter et vendre des eaux souterraines (exemple du dossier Nestlé Waters/Vittel).

La gestion équilibrée, confortée par la gestion intégrée et la préservation des continuités écologiques, devrait conduire à adapter les activités humaines à la capacité limite de la nature, et non l'inverse.

UNE FISCALITÉ INEFFICACE ET INJUSTE

Le financement de la politique de l'eau repose sur un ensemble de mécanismes financiers dont **le pivot est constitué par les Agences de l'eau**, bénéficiaires de la plupart des redevances, et « redistributeurs » de financements. Pour des motifs budgétaires, le ministère des finances opère depuis quelques années un prélèvement substantiel sur le budget de ces agences et donc sur les financements de l'eau. De plus, depuis l'intégration de la biodiversité aux missions des agences en 2018 (18), les financements de l'eau voient leurs affectations diversifiées et orientées à d'autres fins (19).

Mais l'essentiel apparaît bien avec la mise en œuvre de la fiscalité de l'eau et la part substantielle de la contribution des ménages aux divers financements. Tous les rapports soulignent l'injustice du système en vigueur : dans son rapport annuel de 2015, la Cour des comptes rappelle ces déséquilibres majeurs avec, pour les seules redevances « pollution », une contribution des ménages à hauteur de 87% (voire 90% sur certains bassins), alors que l'agriculture, responsable en grande partie des pollutions diffuses, contribue entre 3% et 6% au plus (20).

Pourtant, le droit européen (21) impose bien l'affectation des coûts selon 3 secteurs : agriculture, ménages et industriels, en application du principe pollueur/payeur !

De ces constats publiquement établis, des évolutions à la hauteur des défis posés sont attendues. Force est de constater que les mesures prévues à l'issue des assises de l'eau ne suffiront pas à développer une politique publique de l'eau contribuant à résoudre ces questions majeures. De plus, « dans le même temps », la protection des captages est assouplie (22) et les parlementaires valident le traité CETA dont ils ont eu connaissance qu'il a des effets négatifs sur la santé et l'environnement (23) ! Il faudra beaucoup plus que la sobriété pour répondre à la situation de crise !

(11) Etablissements Publics Territoriaux de Bassin. (12) Etablissements Publics d'Aménagement et de Gestion des Eaux. (13) Etablissements Publics de Coopération Intercommunale. (14) Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations. (15) Comité National de l'Eau. (16) cf. art. L211-1 du code de l'environnement (17) Instruction du 7 mai 2019. (18) cf. loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages. (19) cf. art. 44- VI, B et 135 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 (1) - JO du 31 décembre 2017, arrêté du 12 février 2018 relatif à la contribution financière des agences de l'eau à l'Agence française pour la biodiversité et à l'Office national de la chasse et de la faune sauvage et Arrêté du 25 avril 2017 relatif à la contribution financière des agences de l'eau à l'Agence française pour la biodiversité. (20) Le Monde, 11 février 2015 : La Cour des comptes étirille la gestion des agences de l'eau & Rapport 1101 précité (cf. p.132). (21) art. 9 DCE. (22) Article 61-III de la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé JO 26 juillet 2019. (23) Rapport au Premier ministre du 7 septembre 2017, « L'impact de l'Accord Économique et Commercial Global entre l'Union européenne et le Canada (AECG/CETA) sur l'environnement, le climat et la santé » mais adoption par l'Assemblée nationale le 24 juillet 2019 et la symbolique réception le même jour de Greta Thunberg qui demande moins d'hypocrisie aux « politiques » et surtout de s'emparer des données scientifiques compilées notamment par le GIEC !

Le rôle de représentant des associations de protection de la nature et de l'environnement dans un comité de bassin

Par Elisabeth Arnault,

Représentante SEPANSO au comité de bassin Adour-Garonne et représentante FNE au Comité National de l'Eau

L'engagement associatif m'a offert le privilège de siéger pendant deux mandats au Comité de bassin (CB) Adour-Garonne, et d'en voir deux aspects complémentaires, l'un plus politique et l'autre plus opérationnel. Le 1^{er} émane de ma présence à la commission planification du CB, qui prépare les orientations et objectifs, mais aussi à la présidence de la commission des milieux naturels. Le 2nd concerne le conseil d'administration (CA) de l'agence de l'eau, qui répartit les budgets d'intervention et fixe les taux de redevances et les modalités d'aides. Représenter et défendre l'environnement dans ces instances est une lourde responsabilité et n'est pas chose facile. Les sujets sont divers, complexes, imbriqués, comme sont divers les acteurs concernés et leur niveau de dépendance à l'eau, à une eau de bonne qualité. De plus, l'environnement est encore trop souvent perçu comme une contrainte dont on se passerait bien ! Bien entendu tout cela est cadré par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) et son impératif d'atteindre le bon état des masses d'eau à l'horizon 2027, mais...

En douze ans de mandats, la politique de l'eau a notablement évolué, avec toujours comme objectifs ceux fixés par la DCE. Elle s'est déclinée en thématiques plus sectorielles, plus structurées. Certaines sont spécifiques au bassin Adour-Garonne, tels que les protocoles d'accord entre l'Etat et la profession agricole, la mise en place des OUGC (1), ou encore, toujours dans le domaine quantitatif, les plans d'actions pour le retour à l'équilibre des bassins dits « en déficit », couplés aux projets de territoire

pour la gestion de l'eau (2). La mise en cohérence avec d'autres plans de gestion (relatifs aux inondations, au milieu marin, etc.), le développement de la thématique biodiversité, le récent plan d'adaptation au changement climatique, etc. : toutes ces évolutions, s'ajoutant bien entendu aux missions initiales des CB (approvisionnement en eau potable, assainissement domestique, solidarité territoriale, gestion des milieux aquatiques) ont influé la construction du XI^{ème} programme d'intervention 2019-2024 de l'agence de l'eau Adour-Garonne.

Autant de sujets de débats et de prises de position pour les APNE (3), vu l'omniprésence de la composante environnementale. Mais jusqu'où pouvons-nous peser dans les choix et les décisions stratégiques et financières ? Une partie de la réponse découle des règles de fonctionnement des CB et CA propres à chaque bassin. En Adour-Garonne, elles sont peu favorables à l'expression des minorités, dans la mesure où le collège des usagers, s'il assure une représentation minimale de chaque classe d'acteurs, vote l'attribution des postes restants. Autant dire que le sous-collège « économique », numériquement plus important, s'y taille la part du lion, laissant le sous-collège « non économique » à son minimum. Les décisions, prises à la majorité, dépendent davantage de la composition numérique des groupes d'intérêts et de leurs alliances que de la pertinence et de la solidité des argumentaires ; à cet égard le thème récurrent d'une urgence à stocker de l'eau est caractéristique !

Ainsi, les APNE doivent s'appuyer sur leurs convictions de même que sur la valeur et la pertinence de leurs argumentaires pour faire au moins contrepoids aux courants majoritaires, ou à certaines de leurs priorités et revendications. A cet égard la contractualisation de l'agence de l'eau avec FNE-Midi Pyrénées d'un animateur des APNE est un signe très positif d'une évolution de la prise en compte et de la reconnaissance du monde associatif. Cela a, me semble-t-il, amélioré notre crédibilité et facilité l'interface des structures environnementales de terrain, la remontée d'expériences, et permet un travail avec le secrétariat de bassin en amont des réunions.

Evidemment, les relations avec les représentants du monde agricole n'ont cessé d'être tendues et opposées, alimentées par l'addition de sujets de mésentente, depuis le point ultrasensible de la « ressource en eau » et de la manière monolithique de certains de l'envisager, depuis la construction de réserves jusqu'au sujet très épineux de l'agriculture biologique. Deux angles de vision, l'un dans l'immédiateté, l'autre dans le temps long, et deux types de solutions, l'une basée sur des espoirs dans la technologie et l'innovation, l'autre sur une agriculture plus en phase avec la nature et les processus adaptatifs naturels. C'est dans ce climat de désaccords que se joue l'avenir de l'eau...

(1) Organismes Uniques de Gestion Collective de l'eau. (2) Instruction du Gouvernement du 7 mai 2019 relative au projet de territoire pour la gestion de l'eau : disponible sur la page <https://info.agriculture.gouv.fr/gedei/site/bo-agri/instruction-2019-413>. (3) Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement